Ceux justifiant d'une qualification supérieure à celle normalement exigée des agents de leur ancien cadre, pourront être reclassés dans celui des nouveaux cadres correspondant à leur qualification réelle sur avis conforme de la commission d'avancement compétente pour ledit cadre.

TITRE VI

Dispositions diverses communes

Art. 44. — Les candidats aux concours prévus aux paragraphes 1^o des articles 8-19-28 et 38 ci-dessus doivent remplir les conditions d'aptitudes physiques particulières fixées pour chaque corps par arrêté du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications.

Art. 45. — En raison des sujétions spéciales de service les femmes ne peuvent être admises aux concours de recrutement des corps techniques de la météorologie et de l'aéronautique civile dont le statut fait l'objet des titres II, III, IV et V à l'exception toutefois du personnel féminin en service à la date de publication du présent décret.

Art. 46. — Le nombre maximum de fonctionnaires de chacun des cadres régis par le présent décret qui sont susceptibles d'être placés en position de détachement ou de disponibilité, ne peut excéder 10% de l'effectif total de chaque cadre.

Art. 47. — Le Ministre de la fonction publique, le Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications et le Ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 22 décembre 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la fonction publique,

F. AKOUÉTÉ.

Le Ministre des finances et des affaires économiques,

H. D. COCO

Le Ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications :

P. AMEGEE

DECRET N° 61-117 du 22 décembre 1961 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de la Police.

Le Président de la République,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 pris en exécution de l'article 21 du statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 fixant certaines modalités d'application du statut général des fonctionnaires;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre des Finances et des Affaires économiques;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1962, il est institué un corps des fonctionnaires de la Police.

Le statut particulier prévu à l'article 21 de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise, applicable aux fonctionnaires de ce corps est déterminé conformément aux dispositions du présent décret.

ART. 2. — Le corps des fonctionnaires de la Police est constitué par les quatre cadres ci-après :

- le cadre des Commissaires de Police,
- le cadre des Officiers de Police
- le cadre des Officiers adjoints de Police,
- le cadre des Gardiens de la Paix.

TITRE I

Cadre des Commissaires de Police

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ART. 3. — Les Commissaires de Police sont chargés d'un Commissariat Urbain, d'un Commissariat Spécial, d'une brigade spéciale ou d'attributions à la Direction des Services de Sécurité. Leur Compétence territoriale est déterminée par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Ils exercent leurs attributions administratives sous l'autorité supérieure du Ministre de l'Intérieur et sous l'autorité directe du Directeur de la Sécurité. Ils relèvent du Procureur de la République dans l'exercice de leurs attributions en matière judiciaire conformément aux règles du Code d'Instruction Criminelle.

ART. 4. — Le cadre des Commissaires de Police est classé dans la catégorie A prévue aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 portant modalités d'application du statut général de la Fonction publique et dans le groupe A 2 défini à l'article 2 du décret n° 61-62 de même date instituant les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction publique togolaise.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité, les fonctionnaires du cadre des Commissaires de Police sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial de Commissaire,
- le grade moyen de Commissaire principal,
- le grade terminal de Commissaire divisionnaire.

CHAPITRE II

RECRUTEMENT

ART. 5. — Les Commissaires sont recrutés dans les conditions prévues au Titre II de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, sous réserve en outre de satisfaire à des conditions d'aptitude physique particulière déterminées par arrêté du Ministre de l'Intérieur :

1^o par concours direct de niveau des études d'enseignement supérieur.

2° par concours professionnel ouvert aux officiers de police qui satisfont à la condition de durée de services exigée à l'article 35 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité;

3° sur titres au choix parmi les candidats justifiant de la possession d'une licence ou d'un titre ou diplôme d'enseignement supérieur reconnu équivalent, figurant sur une liste établie par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Education nationale.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct	70%
— concours professionnel	20%
— sur titres	10%

ART. 6. — Le concours direct comporte :

— des épreuves écrites d'admissibilité :

1° — une composition sur un sujet d'ordre général de caractère administratif, économique ou social (coeff. 2);

2° — une composition sur un sujet de droit pénal ou de procédure pénale (coeff. 3);

3° — une composition de droit public (coeff. 3).

— des épreuves orales d'admission :

4° — une conversation d'une durée de quinze minutes avec le jury après une préparation de quinze minutes sur un sujet relatif aux problèmes politiques économiques et sociaux contemporains (coeff. 3);

5° — une interrogation sur le droit pénal ou la procédure pénale (coeff. 2);

6° — une interrogation facultative de langue étrangère (coeff. 2); les notes obtenues n'entrant en compte dans le total des points pour le classement que si et dans la mesure où elles excèdent la note moyenne;

7° — des épreuves physiques (coeff. 2).

ART. 7. — Le concours professionnel comporte :

— des épreuves écrites d'admissibilité :

1° — une composition sur un sujet d'ordre général de caractère administratif, économique ou social (coeff. 2);

2° — la rédaction d'un rapport ou d'une note administrative sur un cas pratique d'après les éléments d'un dossier (fournis aux candidats) (coeff. 3);

— des épreuves orales d'admission :

3° — une conversation d'une durée de quinze minutes avec le jury après une préparation de quinze minutes sur un sujet relatif aux problèmes politiques, économiques et sociaux contemporains (coeff. 3);

4° — une interrogation sur le droit public, le droit pénal ou la procédure pénale (coeff. 5);

5° — une interrogation facultative de langue étrangère (coeff. 2); les notes obtenues n'entrant en compte dans le total des points pour le classement que si et dans la mesure où elles excèdent la note moyenne;

6° — des épreuves physiques (coeff. 3).

ART. 8. — Les candidats admis sur concours direct dans le cadre des Commissaires sont nommés au 1^{er}

échelon du grade initial. Conformément aux dispositions du titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et du titre II, chapitre III du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés, ils accomplissent un stage probatoire durant lequel, préalablement à leur titularisation, ils suivent un cycle de formation organisé par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

La durée de la scolarité éventuellement accomplie dans une école d'application est prise en compte pour l'avancement d'échelon dans le grade de Commissaire.

ART. 9. — Les modalités d'organisation et le programme des épreuves des concours institués aux articles précédents sont fixés par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Ministre chargé de la Fonction publique.

Chaque matière sera notée de 0 à 20 — Toute note inférieure à 7 sera éliminatoire — Le nombre minimum des points exigés pour l'admission au concours direct est 200.

TITRE II

Corps des officiers de police

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ART. 10. — Les officiers de police secondent et suppléent les fonctionnaires du cadre des Commissaires, à l'exception des cas où la réglementation prévoit l'intervention de ces derniers. Ils assurent les fonctions d'officier de police judiciaire et en cette qualité exercent les attributions définies par le Code d'instruction criminelle. Ils peuvent être chargés de missions d'information ou d'enquêtes administratives.

Leur compétence territoriale est déterminée par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

ART. 11. — Le cadre des officiers de police est classé dans la catégorie B définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et à l'article 2 du décret n° 61-62 de même date susvisés.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité, les fonctionnaires du cadre des officiers de police sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial d'officier de police de 2^e classe,
- le grade moyen d'officier de police de 1^{re} classe,
- le grade terminal d'officier de police principal.

CHAPITRE II

RECRUTEMENT

ART. 12. — Les officiers de police sont recrutés dans les conditions prévues au titre II de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés, sous réserve de satisfaire en outre à des conditions d'aptitudes physiques particulières déterminées par arrêté du Ministre de l'Intérieur :

1^{er} — parmi les élèves diplômés de l'école togolaise d'administration;

2^e — par concours professionnel ouvert aux officiers adjoints de police qui satisfont à la condition

de durée de services exigée à l'article 35 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité;

3° — sur titres au choix parmi les candidats justifiant de la possession du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent figurant sur une liste établie par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Education nationale.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct	50%
— concours professionnel	40%
— sur titres	10%

ART. 13. — Le concours professionnel institué à l'article 12 — 2° ci-dessus comporte :

— des épreuves écrites d'admissibilité :

1° — une composition sur un sujet d'ordre général (coeff. 3) intéressant l'histoire, la géographie et l'économie du Togo;

2° — deux ou trois questions pratiques sur un sujet de droit pénal ou de procédure pénale ou sur des connaissances juridiques générales (coeff. 2);

— des épreuves orales d'admission :

3° — une conversation d'une durée de dix minutes avec le jury sur un sujet permettant à ce dernier d'apprécier à la fois les qualités de réflexion et les connaissances générales des candidats (coeff. 1);

4° — une interrogation sur le droit pénal ou la procédure pénale ou le droit administratif (coeff. 2);

5° — des épreuves physiques (coeff. 1).

ART. 14. — Les candidats admis dans le cadre des officiers de police sont nommés au 1^{er} échelon du grade d'officier de police de 2^e classe. Conformément aux dispositions du titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et du titre II, chapitre III du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés, ils accomplissent un stage probatoire durant lequel ils suivent obligatoirement un cycle de formation organisé par arrêté du Ministre de l'Intérieur en vue de l'examen d'officier de police judiciaire qu'ils subissent à l'expiration de l'année de stage pour leur titularisation.

ART. 15. — Les modalités d'organisation et le programme des épreuves des concours institués aux articles précédents, ainsi que de l'examen d'officier de police judiciaire sont fixés par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Chaque matière sera notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7 sera éliminatoire.

TITRE III

Cadre des officiers adjoints de police

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ART. 16. — Les officiers adjoints de police concourent, sous les ordres des fonctionnaires du cadre des Commissaires de police et du cadre des officiers de police au service de la sûreté et de la police générale du Territoire:

ART. 17. — Le cadre des officiers adjoints de police est classé dans la catégorie C définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et à l'article 2 du décret n° 61-62 de même date susvisés.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité, les fonctionnaires du cadre des officiers adjoints de police sont répartis entre les trois grades suivants :

— le grade initial d'officier adjoint de police de 2^e classe,

— le grade moyen d'officier adjoint de police de 1^{re} classe,

— le grade terminal d'officier adjoint de police principal.

CHAPITRE II

RECRUTEMENT

ART. 18. — Les officiers adjoints de police de 2^e classe sont recrutés, dans les conditions prévues au titre II de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés, sous réserve de satisfaire en outre à des conditions d'aptitude physique particulières déterminées par arrêté du Ministre de l'Intérieur :

1° — par concours direct aux candidats justifiant de la possession du brevet élémentaire ou du brevet d'études du premier cycle ou d'un titre, ou d'un diplôme équivalent figurant sur une liste établie par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Education nationale;

2° — par concours professionnel ouvert aux gardiens de la Paix qui satisfont à la condition de durée de services exigée à l'article 35 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité;

3° — sur titres, au choix parmi les candidats anciens élèves de l'école togolaise d'administration qui n'ont pas obtenu le diplôme de fin d'études.

La répartition des emplois à pourvoir entre les trois modes de recrutement ci-dessus est fixée selon les pourcentages suivants :

— concours direct	50%
— concours professionnel	40%
— sur titres	10%

ART. 19. — Le concours direct comporte :

1° — une composition française (coeff. 3);

2° — deux questions sur le droit public et le droit pénal (coeff. 2);

3° — une interrogation écrite sur la géographie et la situation économique et sociale du Togo (coeff. 2);

4° — des épreuves physiques (coeff. 1).

ART. 20. — Le concours professionnel comporte :

1° — la rédaction d'un rapport (coeff. 3);

2° — une interrogation écrite sur le droit pénal, la procédure pénale et le droit public (coeff. 2);

3° — une interrogation écrite sur les institutions politiques et administratives du Togo (coeff. 2);

4^e — des épreuves physiques (coeff. 1).

ART. 21. — Les candidats admis dans le cadre des officiers adjoints de police sont nommés au 1^{er} échelon du grade d'officier adjoint de 2^e classe. Conformément aux dispositions du titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et du titre II, chapitre III du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés, ils accomplissent un stage probatoire durant lequel, préalablement à leur titularisation, ils suivent obligatoirement un cycle d'initiation professionnelle organisé par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

ART. 22. — Les modalités d'organisation et le programme des épreuves des concours institués aux articles précédents sont fixés par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Fonction publique.

Chaque matière sera notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7 sera éliminatoire.

Le nombre minimum des points exigés pour l'admission au concours direct est 104.

TITRE IV

Cadre des gardiens de la paix

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ART. 23. — Les gardiens de la paix concourent, sous les ordres des fonctionnaires des autres du corps de la police au service de la Sûreté et de la police générale du Territoire.

ART. 24. — Le cadre des gardiens de la paix est classé dans la catégorie D définie aux articles 9 et 10 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et de l'article 2 du décret n° 61-62 de même date susvisés.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité, les fonctionnaires du cadre des agents de police sont répartis entre les trois grades suivants :

- le grade initial de gardien de 2^e classe,
- le grade moyen de gardien de 1^{re} classe,
- le grade terminal de gardien principal.

CHAPITRE II

RECRUTEMENT

ART. 25. — Les gardiens de la paix sont recrutés dans les conditions prévues au titre II de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 et aux articles 8, 10 et 12 à 18 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés, sous réserve de satisfaire en outre à des conditions d'aptitudes physiques particulières déterminées par arrêté du Ministre de l'Intérieur :

1^o — par concours direct ouvert aux candidats justifiant de la possession du certificat d'études primaires élémentaires ou d'un titre reconnu équivalent par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Éducation nationale;

2^o — par concours professionnel ouvert aux agents permanents, auxiliaires, contractuels ou temporaires

qui sont âgés de 35 ans au plus à la date du concours et satisfont à la condition de durée de services exigée à l'article 35 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 précité.

La répartition des emplois à pourvoir entre les deux modes de recrutement est fixée selon les pourcentages suivants :

- concours direct 60%
- concours professionnel 40%

ART. 26. — Le concours direct et le concours professionnel comportent chacun :

— des épreuves écrites :

- 1^o — une épreuve d'orthographe (coeff. 2);
- 2^o — une épreuve de rédaction sur un sujet d'ordre général (coeff. 2);
- 3^o — une épreuve d'arithmétique (coeff. 1);
- 4^o — une interrogation écrite sur l'organisation administrative et judiciaire du Togo (coeff. 2);
- 5^o — des épreuves physiques (coeff. 1).

ART. 27. — Les candidats admis dans le cadre des gardiens de la paix sont nommés au 1^{er} échelon du grade de gardien de 2^e classe. Ils accomplissent un stage probatoire conformément aux dispositions du titre III de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, du titre II, chapitre III du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 susvisés.

ART. 28. — Les modalités d'organisation et le programme des épreuves des concours institués aux articles précédents sont fixés par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Fonction publique.

Chaque matière est notée de 0 à 20.

Toute note inférieure à 7 est éliminatoire.

Le nombre minimum des points exigés pour l'admission au concours direct est 104.

TITRE V

Dispositions diverses communes

ART. 29. — Par application de son article 1^{er}, alinéa 2, les dispositions de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 sont applicables au corps des fonctionnaires de la police, sous réserve de règles en matière de discipline nécessaires par le caractère paramilitaire du corps qui seront déterminées par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Fonction publique.

ART. 30. — Les fonctionnaires du cadre des gardiens de la paix, en uniforme, doivent le salut à leurs supérieurs hiérarchiques et aux autorités civiles et militaires en uniforme.

ART. 31. — Les fonctionnaires du corps de la police ont droit à l'habillement gratuit. Les tenues, les insignes de corps et les insignes de grades seront fixés par décret.

ART. 32. — Les armes, matraques, ainsi que les articles d'équipement qui seront mis à la disposition du personnel régi par le présent décret seront déterminés par décret pris en conseil des Ministres.

TITRE VI

Dispositions transitoires

CHAPITRE PREMIER

Cadre des commissaires de police

ART. 33. — En application des dispositions des articles 44 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, pourront seuls être reclassés dans le nouveau cadre des commissaires de police, les fonctionnaires appartenant à l'ancien cadre des commissaires de police du Togo, qui en raison de leur qualification professionnelle, seront reconnus de niveau équivalent.

Les intéressés dont la qualification ne correspondrait pas à celle du nouveau cadre seront constitués en cadre autonome en voie d'extinction.

Ils pourront toutefois être admis ultérieurement dans le nouveau cadre, en subissant les épreuves de l'examen professionnel institué à l'article 7 du présent décret.

CHAPITRE II

Le cadre des officiers de police

ART. 34. — Le cadre des inspecteurs de police est supprimé et disparaîtra par voie d'extinction.

ART. 35. — Compte tenu des dispositions des articles 44 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, pourront seuls être reclassés dans le nouveau cadre des officiers de police, les inspecteurs appartenant à l'ancien cadre supérieur de la police du Togo, dans la mesure où ils possèdent les titres requis prescrits par le 3^e paragraphe de l'article 12 du présent décret et qui, en raison de leur qualification professionnelle, seront reconnus de niveau équivalent.

Les inspecteurs de police qui ne bénéficieront pas des dispositions ci-dessus, seront constitués en cadre autonome en voie d'extinction.

Ils pourront toutefois être admis ultérieurement dans le nouveau cadre en subissant les épreuves de l'examen professionnel institué à l'article 13 du présent décret.

Ceux justifiant d'une qualification supérieure à celle normalement exigée des agents de leur ancien cadre pourront être reclassés dans celui des nouveaux cadres correspondant à leur qualification réelle, sur avis conforme de la commission d'avancement compétente pour ledit cadre.

CHAPITRE III

Cadre des officiers adjoints de police

ART. 36. — En vertu des dispositions des articles 44 et 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 et pour contribuer à la constitution initiale de ce cadre, pourront être reclassés dans le nouveau cadre des officiers adjoints de police :

a) les inspecteurs appartenant à l'ancien cadre supérieur de la police du Togo qui ne seront pas incorporés dans le nouveau cadre des officiers, dans la mesure où ils possèdent les titres requis, prescrits au paragraphe 1 de l'article 18 du présent décret, ou qui en raison de leur qualification professionnelle, seront reconnus de niveau équivalent;

b) les assistants de police de l'ancien cadre local possédant les titres requis prescrits par l'article 18 — 1^{er} du présent décret, ou qui, justifiant d'une qualification supérieure à celle normalement exigée des agents de leur ancien cadre, seront reconnus de niveau équivalent au nouveau cadre des officiers adjoints.

ART. 37. — Le cadre des assistants de police est supprimé et disparaîtra par voie d'extinction.

Les intéressés qui ne seront pas incorporés dans le cadre des officiers adjoints, seront reclassés dans la catégorie D prévue à l'article 2 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Ils pourront toutefois accéder à ce cadre en subissant les épreuves de l'examen professionnel prescrit au paragraphe 2 de l'article 18 du présent décret.

CHAPITRE IV

Cadre des gardiens de la paix

ART. 38. — Le cadre local des agents de police est supprimé. Les agents de police actuellement en service pourront être, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 61-25 du 16 mars 1961, reclassés dans le nouveau cadre des gardiens de la paix régi par le présent décret, s'ils sont reconnus de niveau équivalent.

ART. 39. — Les agents de police dont la qualification ne correspondrait pas à celle du nouveau cadre des gardiens de la paix, seront reclassés dans catégorie E transitoire prévue à l'article 5 du décret n° 61-62 du 21 juillet 1961.

Ils pourront toutefois accéder à ce nouveau cadre en subissant les épreuves de l'examen professionnel institué à l'article 26 du présent décret.

ART. 40. — Le Ministre de la Fonction publique, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment les arrêtés n° 302/P. du 7 juin 1945 et n° 426/P. du 28 juin 1946 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 22 décembre 1961.

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Fonction publique,

P. AKOUÉTÉ.

Le Ministre de l'Intérieur,

T. MALLY.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

H. D. COCO

DECRET N° 61-118 du 22 décembre 1961 fixant le statut particulier du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement.

Le Président de la République,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires;